

Renault : un prêt garanti de 5 milliards, mais 4 usines fermées en France ?

Alors que son ex-PDG, Carlos Ghosn, est toujours en cavale au Liban après avoir fui la justice japonaise fin 2019, Renault doit composer avec la pandémie mondiale qui a durement touché le secteur automobile comme le reste de l'économie. Le constructeur va dévoiler, le 29 mai 2020, un vaste plan d'économies qui pourrait entraîner la fermeture de quatre usines françaises. Et ce alors que l'État, son premier actionnaire, va garantir un prêt de 5 milliards d'euros et que le gouvernement appelle fortement aux relocalisations.

Renault : 4 usines fermées et 3.600 emplois menacés

Le Canard Enchaîné, dans son édition du 20 mai 2020, dévoile une partie de ce que devrait être le plan d'économies du constructeur Renault. Au programme, la fermeture de quatre usines en France : celles de Choisy-le-Roi, de Dieppe et des Fonderies de Bretagne dans un premier temps, puis celle de Flins-sur-Seine dont l'avenir reste en suspens. Des sites industriels qui emploient 3.600 personnes.

Si le Canard n'a pas tous les détails du plan, notamment en ce qui concerne les suppressions réelles d'emplois de la part du constructeur, la décision pourrait remettre en cause la stratégie du gouvernement. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a en effet déclaré le 11 mai 2020 sur BFM Business : « Je pense que l'industrie automobile française a trop délocalisé, elle doit pouvoir relocaliser certaines productions ».

Une demande qu'il avait présentée comme une des conditions pour obtenir les aides de l'État, déployées massivement pour aider l'économie française après la crise du coronavirus Covid-19 et la pandémie.

5 milliards d'euros de prêts garantis, sans garanties sur l'emploi ?

Or, dans le cadre de Renault selon les informations du Canard Enchaîné, cette condition ne s'appliquerait pas. Le gouvernement prévoit d'aider le constructeur français, dont l'État détient 15% du capital, avec un prêt garanti de près de 5 milliards d'euros. Mais cette aide exceptionnelle ne serait pas soumise à des garanties sur l'emploi de la part du géant de l'automobile.

Des informations que le ministère de l'Économie et la direction de Renault n'ont pas voulu commenter.